

aucune critique de la politique du gouvernement australien,— alors qu'il y a un demi-milliard de Chinois en Chine, quatre-vingt millions de Japonais, et une population de quatre à cinq cent millions aux Indes, je ne crois pas que vous puissiez prétendre "dominer un continent"; il n'est pas dans la nature des choses de s'installer là avec une population de sept millions et de s'engorguer d'un niveau de vie élevé. En considérant la situation de loin, il n'y a qu'une chose à faire si l'on veut pas qu'un jour quelqu'un vienne nous chasser du pays. Cette leçon est vieille comme l'histoire. D'un autre côté, j'ai foi dans le dynamisme de l'assimilation. Je crois que ce phénomène s'est manifesté en Amérique du Nord, aux Etats-Unis et au Canada. Je ne parle pas du sacrifice de vies humaines qui est une tout autre affaire, mais nous avons vu l'assimilation à l'œuvre en Amérique du Nord: aussitôt la guerre déclarée, la vieille machine industrielle s'est mise en marche et la victoire n'a été qu'une question de temps. On peut faire preuve du plus grand esprit de clocher, mais on ne peut, dans l'évolution du monde, ignorer cet état de choses.

L'hon. M. HAIG: D'après vous, combien d'immigrants le Canada peut-il absorber par année, durant les dix prochaines années?

L'hon. M. MITCHELL: Je ne peux exprimer une opinion à ce sujet.

L'hon. M. ROEBUCK: Etes-vous au courant de la situation sur les fermes? Combien de valets de ferme pourrions-nous placer maintenant?

L'hon. M. MITCHELL: Nous n'avons eu aucune difficulté à ce sujet, monsieur le Sénateur. Aussitôt que nous avons obtenu ces ouvriers, ils ont été embauchés. C'est la même situation que pour les jeunes filles: nous ne pouvons en obtenir en assez grand nombre. Nous nous entendons parfaitement avec les provinces canadiennes au sujet du problème agricole. L'idée m'est venue alors que je travaillais avec feu M. Rogers à l'époque où il était ministre du Travail. J'avais de nombreuses relations avec les gouvernements provinciaux. M. MacNamara était alors sous-ministre des Travaux publics. Nous travaillions ensemble à cette époque et je croyais que beaucoup de choses pouvaient être accomplies en collaboration avec les provinces. En ce qui regarde la question de la main-d'œuvre agricole, nous avons nos comités de la main-d'œuvre agricole dans chaque province du Canada et nous surveillons leurs besoins. Sans ces moyens, je crois que nous n'aurions pas marché durant la guerre.

L'hon. M. BUCHANAN: Quelles industries ont besoin de main-d'œuvre et recherchent ces ouvriers présentement?

L'hon. M. MITCHELL: Je crois que ce sont les industries où il faut travailler,— je ne dirai pas fort, j'ai moi-même fait ce genre de travail, mais assez fort tout de même: et je veux parler des industries du bois, des métaux de base, des mines, de l'acier, et, j'imagine, du cuir. Des industries de la sorte.

L'hon. M. BUCHANAN: Il y a pénurie d'offre au Canada?

L'hon. M. MITCHELL: Oui, dans l'industrie de la construction. Elle se fait sentir sur toute la ligne.

L'hon. M. ROEBUCK: Comment procédons-nous dans le cas de l'industrie du bâtiment? Elle ne compte pas beaucoup de gros employeurs, n'est-ce pas?

L'hon. M. MITCHELL: Nous entretenons des relations assez étroites avec l'industrie du bâtiment, monsieur le sénateur. Elles datent surtout du début des hostilités. Je m'excuse de parler encore de moi. Au cours de la première guerre mondiale, nous avons connu des conflits industriels. Feu monsieur McLarty était alors le ministre du Travail, et